

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE SOLIDARITÉS**DIRECTION DE L'AUTONOMIE****ARRÊTÉ**

2024 – 104

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

- VU Le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.3221-9 relatif aux compétences du président du conseil général en matière d'action sociale ;
- VU La loi 2002 -2 du 2 janvier 2002 positionnant les centres locaux d'information et coordination (CLIC) en tant qu'établissement médico-social assumant des missions d'intérêt général ;
- VU Le code de l'action sociale et des familles ;
- VU L'arrêté du 14 mars 2018 de Monsieur le Président du Conseil Départemental d'Ille et Villaine renouvelant l'autorisation donnée à la communauté d'agglomération Redon Agglomération de gérer le CLIC du Pays de Redon ;
- VU La délibération du conseil départemental du Morbihan en date du 22 décembre 2023 votant les crédits budgétaires correspondants à la politique départementale en faveur des personnes âgées pour 2024 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Pour l'année 2024, la dotation apportée à la communauté d'agglomération Redon Agglomération au titre de ces missions CLIC exercées sur le territoire morbihannais s'élève à **60 737 €**.

ARTICLE 2 – La dotation est versée en une fois au cours du 1^{er} trimestre 2024.

ARTICLE 3 – Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Nantes, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou de sa publication pour les autres personnes, conformément aux dispositions de l'article 36 du décret n°58-1202 du 11 décembre 1958 modifié.

ARTICLE 4 – Le directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme électronique sur le site du département (www.morbihan.fr).

à VANNES, le 2 janvier 2024

Le Président du Conseil départemental


David LAPPARTIENT